

Centre d'Études et de Recherches Internationales

UMR 7050 Sciences-Po CNRS - Tél. +33(0)1 58 71 70 00 - Fax +33(0)1 58 71 70 90 - E-mail : info@ceri-sciences-po.org - Web : www.ceri-sciences-po.org

&

AFEU

Association Française des études ukrainiennes

&

**Observatoire
Russie - CEI,
INALCO**

Débat

Vendredi 24 mars 2006

16h 00 - 19h 00

Les élections législatives du 26 mars en Ukraine : bilan du Président Iouchtchenko et perspectives

INTRODUCTION ET PRÉSIDENCE : Anne de Tinguy, CERI-INALCO et AFEU

Forces politiques en présence et perspectives

Arnaud Dubien, IRIS et AFEU

Bilan de la politique économique depuis la révolution orange

Gérard Duchêne, Université Paris XII et ROSES-Université Paris I

L'Ukraine : quel acteur sur la scène internationale ?

Philippe de Suremain, ancien ambassadeur de France en Ukraine,
président de l'AFEU

**Compte rendu rédigé par Emmanuelle Armandon, doctorante à l'IEP rattachée au CERI
et AFEU**

Annexe : résultats des élections du 26 mars 2006

Introduction : Anne de Tinguy (CERI-INALCO et AFEU)

Le but de ce séminaire n'est pas de faire des pronostics concernant les résultats des élections législatives ukrainiennes du 26 mars 2006, mais d'essayer d'analyser la situation actuelle en Ukraine et les forces en présence, ce qui amène à tenter de dresser un premier bilan de la présidence de Viktor Iouchtchenko. Quelque 16 mois après la révolution orange, il ne peut s'agir que d'un bilan provisoire, mais qu'il importe cependant de faire, à la veille d'une échéance électorale dont les enjeux sont considérables, dans la mesure où, à n'en pas douter, ce bilan pèsera sur le vote des électeurs.

L'année 2005 a été riche en événements. Et on constate aujourd'hui au sein de la société ukrainienne des déceptions que certains estiment fortes. Au premier rang de celles-ci, l'éclatement spectaculaire du "camp orange" lorsque le 8 septembre 2005, le président a limogé son Premier ministre, Ioulia Timochenko, considérée comme l'égérie, à ses côtés, de la révolution orange, ainsi que l'accord gazier avec la Russie du 4 janvier 2006. Cet accord, qui ne semble pas avoir été négocié au mieux des intérêts ukrainiens et qui a été vivement critiqué par Ioulia Timochenko, a aggravé les tensions entre les forces « orange » : c'est un des dossiers qui pèsent sur l'avenir du pays.

Ces désillusions ne doivent pas cacher l'essentiel : à deux jours des élections, le déroulement de la campagne électorale montre que l'Ukraine a fait des progrès considérables sur la voie de la démocratisation. Quelle différence avec la campagne électorale de 2004 et la récente campagne électorale en Biélorussie ! Les observateurs internationaux présents sur le terrain s'accordent pour la qualifier de juste et de libre : les candidats ont eu librement accès aux médias, qui ont pu couvrir cette campagne sans être soumis à des pressions, et le recours, auparavant si important, aux ressources administratives ne semble plus être d'actualité. Des difficultés, notamment dans l'établissement des listes électorales, ont çà et là été notées. Elles ne remettent pas en cause le bon déroulement de la campagne. C'est une étape essentielle dans la vie politique ukrainienne qui est à mettre à l'actif de la politique du président Iouchtchenko.

Crédité dans les sondages de quelque 30 % des intentions de votes, Viktor Ianoukovitch, leader du parti des Régions, candidat malheureux aux élections présidentielles de 2004, l'homme qui avait alors orchestré les fraudes massives qui avaient provoqué le déclenchement de la révolution orange, pourrait être le premier à bénéficier de ce processus de démocratisation observé en Ukraine. Quel paradoxe ! Si le parti des Régions devient la première force politique de la Verkhovna Rada, quelle sera l'attitude du Président Iouchtchenko et celle de Ioulia Timochenko ? Quelles conséquences cela aura-t-il pour les orientations de l'Ukraine en matière de politique intérieure et de politique étrangère ? Ce sont aussi des questions auxquelles nous allons essayer de répondre aujourd'hui.

Forces politiques en présence et perspectives par Arnaud Dubien, IRIS et AFEU

Au lendemain de la "révolution orange", personne ne pouvait envisager le retour au pouvoir de Viktor Ianoukovitch. La question se pose aujourd'hui car durant les quinze mois qui séparent l'arrivée au pouvoir de Viktor Iouchtchenko des élections législatives, les rivalités latentes entre le Président ukrainien et Ioulia Timochenko sont apparues au grand jour et ont entraîné une scission du "camp orange". Le scrutin du 26 mars 2006 peut être considéré comme le quatrième tour des élections présidentielles de 2004. Les élections législatives se dérouleront selon un nouveau mode de scrutin (proportionnel intégral) et un peu plus d'un an après l'adoption de la réforme constitutionnelle du 8 décembre 2004.

Quelles sont les forces politiques en présence ?

- le bloc NSNOU (*Narodnyi Soyouz Nacha Oukraina*) dirigé par le Premier ministre actuel, Iouri Ekhanourov et par Anatolyi Kinakh. Il regroupe des partis comme le parti *Sobor*, le *Roukh*, le *Congrès des Nationalistes Ukrainiens*. Son objectif est de réaliser un score entre 15 et 20 % afin de devancer le bloc de Ioulia Timochenko et d'éviter une marginalisation du Président.
- Le bloc de Ioulia Timochenko qui regroupe des personnalités comme l'ancien vice-premier ministre, Nikolaï Tomenko et un certain nombre d'oligarques de second rang en quête de blanchiment et d'immunité parlementaire. Ioulia Timochenko se présente depuis sa rupture avec le Président comme l'héritière exclusive des valeurs de la "révolution orange". Elle a mené une campagne populiste qui s'est traduit par une volonté de "ratisser large". Elle considère le scrutin du 26 mars 2006 comme l'élection du prochain Premier Ministre. Elle dénonce les accords gaziers passés avec la Russie et agite la menace d'un complot entre le Président et le Parti des Régions. Selon les sondages, le bloc de Ioulia Timochenko arriverait en troisième position.
- Le Parti des Régions de Viktor Ianoukovitch qui espère que l'heure de la revanche a sonné. Les sondages le créditent de 37 % des intentions de votes, ce qui se traduirait par 193 mandats (la majorité étant de 226). Plusieurs handicaps sont à souligner : le leadership de Viktor Ianoukovitch, l'identification du Parti des Régions au Donbass, la présence de Rinat Akhmetov. Le Parti des Régions fait peur et l'on peut douter de sa capacité à trouver des alliés.

Hormis ces trois principales forces politiques, il existe d'autres acteurs :

- le Parti Socialiste d'Alexandre Moroz qui espère obtenir 6-9 % des votes. Son principal objectif est de se maintenir au gouvernement. Le parti se présente comme l'allié fidèle de Viktor Iouchtchenko. En réalité, il semblerait qu'on ait à faire à des forces conservatrices.
- Le bloc de Volodymyr Litvine qui est crédité de 6 % des intentions de votes. C'est le bloc qui inclut le plus grand nombre d'oligarques. Il jouera un rôle important lors de la constitution des coalitions. Le principal objectif de Litvine est de préserver sa fonction de président du Parlement.
- Le Parti Communiste de Piotr Simonenko qui, a priori, subira le même déclin que son homologue russe. Il obtiendrait des résultats trois fois inférieurs à ceux qu'il a obtenus lors des élections législatives de 2002 (20%).

Pour comprendre l'enjeu considérable que représente le scrutin du 26 mars, il faut se référer à la réforme constitutionnelle adoptée le 8 décembre 2004. Que prévoit-elle ?

Officiellement en vigueur depuis le 1^{er} janvier, elle prévoit le rééquilibrage des prérogatives entre le Président, le Gouvernement et le Parlement. La réforme va modifier en profondeur les équilibres politiques. C'est désormais une coalition de groupes parlementaires qui désignera le candidat au poste de Premier Ministre et proposera des candidats au Cabinet. Les ministres de la Défense et des Affaires étrangères seront nommés par la Verkhovna Rada sur proposition du Président. Le Parlement sera habilité à mettre un terme aux fonctions de ces personnes.

On peut souligner certaines ambiguïtés du texte qui, en réalité, ne permet pas de résoudre le chevauchement des compétences entre le Président et le Gouvernement. Si le Parlement se trouve dans l'incapacité de constituer une coalition et de former le Gouvernement, la Verkhovna Rada est dissoute et des élections extraordinaires sont

organisées. Cependant, la Constitution n'explique pas comment sortir de la crise qui pourrait s'ensuivre si le Parlement issu de ces nouvelles élections ne parvenait pas à former une majorité stable et à s'entendre sur la formation du Cabinet.

Dans ce contexte, quels scénarios peut-on envisager après le 26 mars ?

- Un scénario de "consolidation" : la reformation du camp "rose-orange" (le bloc *Nacha Oukraina*, le bloc Timochenko et le Parti Socialiste). Ce scénario-là dépendra du résultat des votes et des rivalités entre louchtchenko et Timochenko.
- Un scénario de "revanche" avec un parlement sans "majorité orange". Le Parti des Régions obtiendrait plus de 30 % des votes et s'allierait avec le Parti Communiste, le Parti Socialiste Progressiste d'Ukraine de Natalia Vitrienko et peut-être le parti de Volodymyr Litvine.
- Un scénario d'"enlèvement" qui peut prendre deux formes : une majorité introuvable ou une coalition entre les "oranges" et les "bleus". Dans le premier cas, de nouvelles élections seront organisées. Un rapprochement entre le Parti des Régions et les "oranges" est récusé en public par les deux camps mais, si tel était le cas, cela aurait un impact désastreux en termes d'image pour le représentant des "oranges" en question et cela engendrerait la nomination d'un Premier Ministre "technique" comme par exemple, Vitali Gaidouk, vice-premier ministre chargé de l'Energie.

En conclusion, Arnaud Dubien a souligné que le bilan des quinze premiers mois de la présidence louchtchenko était loin d'être négatif. Quels que soient les résultats, le processus de démocratisation est irréversible et la maturation de la société civile se poursuit.

Bilan de la politique économique depuis la révolution orange par Gérard Duchêne, Université Paris XII et ROSES-Université Paris I

Si l'on dresse un bilan économique de l'année 2005 et du début de 2006, on constate que les deux gouvernements qui se sont succédés au lendemain de la "révolution orange" ont fait un travail qui s'est inscrit dans la continuité, sans changements considérables par rapport aux années précédentes, mais avec des résultats moins bons.

Le gouvernement de Ioulia Timochenko s'est caractérisé par une volonté de se démarquer du cabinet de Viktor Ianoukovitch en adoptant une attitude réformatrice. Quatre politiques ont été mises en œuvre dans ce contexte et ont donné l'impression de changements :

- une politique fiscale et budgétaire rigoureusement appliquée. La mise en œuvre de la réforme des taxes a donné des résultats positifs : la baisse du taux d'imposition accompagnée d'un recouvrement plus efficace de l'impôt a permis une augmentation des revenus de l'Etat. Le peu d'écart entre le budget initial et le budget final en 2005 est également un point positif. Le déficit reste certes de 7 milliards de hryvnias mais l'Etat n'a pas fait de dépenses excessives. Les recettes fiscales ont été

exceptionnelles, la reprivatisation de l'aciérie Krivorijsstal ayant joué un rôle important dans ce domaine.

- Sur le plan économique, les divergences entre Ioulia Timochenko et Viktor Iouchtchenko concernent le domaine des privatisations. Alors que Viktor Iouchtchenko a une vision modérée de la politique de "reprivatisation" (par compléments de paiements) des entreprises acquises au rabais grâce aux faveurs du régime Koutchma, Ioulia Timochenko, de son côté, réclame une enquête sur quelque 3000 entreprises. Les deux approches ont été appliquées simultanément. La "reprivatisation" en 2005 de l'entreprise métallurgique Krivorijsstal, après un appel d'offres en bonne et due forme et des enchères transparentes, aura été menée avec succès par le gouvernement de Ioulia Timochenko. Cédée à 800 millions de dollars sous Koutchma, l'entreprise est revendue six fois plus cher (4,8 milliards de dollars). La méthode de Ioulia Timochenko a suscité beaucoup d'intérêt mais n'a pas été couronnée de succès dans certains cas (par exemple en ce qui concerne l'usine de Nikopol). Néanmoins, l'opinion publique a pris conscience que cela pouvait donner des résultats positifs.
- Le principe de l'ouverture internationale fait aussi partie de la politique économique de Kiev. Le rapprochement entre l'Ukraine et l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) est un des succès remarquables de la présidence Iouchtchenko. Le processus d'adhésion est complexe, mais de nombreuses lois ont été adoptées et déjà appliquées. L'adhésion de l'Ukraine à l'OMC est une demande légitime et doit être formalisée dans un avenir proche.
- Il faut cependant souligner plusieurs maladroites qui ont été commises au printemps 2005 lors de la crise de l'essence et celle du sucre. Lorsqu'au lieu de mettre en place une hausse progressive, la Russie a brutalement augmenté les droits de douanes à l'exportation, le gouvernement de Ioulia Timochenko a interprété cela comme une attaque et a adopté une politique très rigide de blocage des prix. Cela a donné lieu à une grave pénurie d'essence. La crise qui a résulté de l'augmentation du prix du sucre a été également très mal gérée par le gouvernement.

Dans l'ensemble c'est tout de même un bilan positif que l'on peut faire des quinze premiers mois de la présidence Iouchtchenko dans le domaine économique. L'Ukraine est une économie de marché, c'est un acquis. L'économie ukrainienne s'est transformée durant l'année passée, elle est plus ouverte qu'auparavant.

En revanche, le bilan de la situation macro-économique montre des résultats en demi-teinte. En cinq ans, de 2000 à 2004, le PIB de l'Ukraine a augmenté de 50 %. On a assisté à une véritable "croissance à la chinoise". Il était donc très difficile pour la présidence Iouchtchenko de battre ce record. On aurait quand même pu attendre de lui qu'il fasse aussi bien que ses prédécesseurs. Malheureusement, cela n'a pas été le cas : le PIB en termes réels est de 2-4 %, au lieu des 6-7 % espérés.

Ce résultat décevant n'est pas dû à des erreurs de politique générale mais au fait que l'Ukraine a vu ses exportations diminuer de façon considérable. L'Ukraine s'est retrouvée victime de sa mono-production : l'acier a été un produit peu porteur durant l'année 2005. La réévaluation de la monnaie nationale réalisée en avril 2005 par le gouvernement de Ioulia Timochenko a lourdement affecté les exportations ukrainiennes et favorisé les importations. L'inflation a enregistré une forte hausse : elle est actuellement de 10 % par an en moyenne. Suite à l'augmentation du prix du gaz russe, il faut s'attendre à une nouvelle réduction du taux de croissance en 2006.

La hausse du prix du gaz va peut-être faire prendre conscience à l'Ukraine de la nécessité de restructurer son économie. Les spécialités sidérurgiques de l'Ukraine datent de la période soviétique. Elles peuvent être favorables à certaines périodes (par exemple de 2000 à 2004) mais elles ne le sont pas à d'autres. L'Ukraine surconsomme voire gaspille de l'énergie de façon dramatique. Sa facture énergétique s'élève à 59 milliards de dollars par an (selon les prix actuels du marché) alors que son PIB est de 77 milliards de dollars. Cette situation n'est pas viable dans le contexte de l'augmentation des prix énergétiques. 90 % des exportations russes de gaz vers l'Union Européenne transitent par l'Ukraine mais ce n'est pas une raison qui peut justifier l'obtention du gaz à bon marché et un tel gaspillage (que l'on observe, rappelons-le, également en Russie).

Moscou souhaitait augmenter le prix du gaz de 50 à 230 dollars par 1000 m³. Les accords signés en janvier 2006 sont très confus : le prix a été fixé à 95 dollars mais il est possible que ce tarif soit révisable. La brutalité avec laquelle la Russie a réagi montre bien qu'il s'agissait aussi d'une tentative de déstabilisation politique de l'Ukraine. Mais malgré cela, Kiev doit impérativement prendre conscience de la nécessité de transformer son système productif, d'abandonner la priorité à l'industrie lourde, de mettre en place un programme d'économie d'énergie et développer des secteurs comme l'agro-alimentaire, l'industrie légère, le textile, etc., dans lesquels elle pourrait être très performante.

L'Ukraine : quel acteur sur la scène internationale ? par Philippe de Suremain, ancien ambassadeur de France en Ukraine, président de l'AFEU

L'Ukraine est un pays situé au cœur de l'Europe mais qui, paradoxalement, est peu remarqué. Paru peu avant la Seconde guerre mondiale, l'ouvrage de Jacques Benoist-Méchin, *Ukraine, le fantôme de l'Europe*, est malheureusement encore d'actualité. Quelles raisons peuvent permettre d'expliquer le peu d'intérêt suscité par l'Ukraine ? La méconnaissance ? L'incrédulité ? La crainte d'indisposer Moscou ? Ces raisons sont simplistes. Si l'Ukraine est peu présente sur la scène internationale et peu remarquée, notamment par la France, c'est qu'elle n'avait pas encore pris elle-même conscience de son rôle et de sa place. Avec la "révolution orange", elle est devenue un acteur actif sur la scène internationale et les Européens ont pris conscience qu'elle était un partenaire avec lequel il fallait compter.

Depuis son indépendance, proclamée en août 1991, l'Ukraine a été marquée par des évolutions profondes : le fort rejet de l'idéologie communiste, le refus du centralisme moscovite, le réveil de la société civile, la reconstruction de l'identité nationale, l'édification de l'Etat. Ces processus sont à apprécier dans la durée. L'instauration de la démocratie nécessite une période de transition, de maturation qui, dans le cas ukrainien, s'est passée de manière paisible. Cette maturation s'est accélérée en 2004 avec la "révolution orange". L'Ukraine s'est révélée à elle-même et aux yeux du monde extérieur avec l'ambition de jouer enfin son rôle de puissance régionale.

Quels sont ses principaux partenaires internationaux ?

- les Etats-Unis : on n'a pas constaté d'évolution majeure entre la politique de Clinton et celle de Bush à l'égard de l'Ukraine. Elle reste un acteur majeur dans la stratégie globale américaine.
- L'Union Européenne et l'Europe : le tropisme européen de l'Ukraine est une évidence forte longtemps restée confuse. L'Ukraine fait partie de l'Europe, personne ne le

conteste. Mais quelle place lui faire dans l'Union Européenne, quelle réponse donnée à cette "demande d'Europe" ? Ces questions font l'objet de débats en Ukraine comme en Europe. Jusqu'à aujourd'hui, la France ne semblait pas très active mais la "révolution orange" a marqué un tournant radical dans ses relations avec l'Ukraine. La Pologne fait preuve d'activisme voire de paternalisme. La Grande-Bretagne a lancé l'idée de la politique de voisinage qui, au départ, a été perçue avec suspicion en Ukraine mais qui est, petit à petit, acceptée. Il faut aussi souligner le rôle important qu'a joué Javier Solana dans la "révolution orange". Le choix européen de l'Ukraine n'est pas remis en cause et la population le soutient.

- L'OTAN : l'adhésion à l'Alliance atlantique a été au départ formulée par Léonid Koutchma. Certaines personnalités politiques pensent que c'est le passage obligé pour une adhésion à l'Union Européenne. Il faut rappeler que cette idée n'est pas très populaire en Ukraine.
- La Russie ou "l'inconnue russe" : il s'agit là d'une délicate "affaire de famille", de querelles d'héritage avec malgré tout des liens familiaux très forts, et d'une forte défiance mutuelle. La nostalgie impériale (comme l'a montré l'affaire de Touzla), l'interférence dans la campagne électorale, la diplomatie énergétique sont autant d'éléments qui montrent que Moscou cherche à retrouver l'ascendant sur son voisinage.
Si l'Ukraine entre dans l'Organisation Mondiale du Commerce avant la Russie, cela sera très mal vécu à Moscou. Il en va de même pour une éventuelle adhésion de l'Ukraine à l'OTAN. La question de la flotte de la mer Noire pourrait à nouveau resurgir.
L'Ukraine a fait ses choix (et Moscou redoute une contagion ukrainienne) mais il est nécessaire qu'elle coopère avec la Russie. Les uns et les autres doivent préciser la politique qu'ils entendent mener.

Quels que soient les résultats des élections législatives, le choix de société ne sera pas remis en cause en Ukraine. Contrairement aux apparences, les responsables politiques ukrainiens évoluent aussi.

Le débat sur la politique extérieure de l'Ukraine va s'intensifier. Il est le reflet du débat interne.

L'Ukraine est la poutre maîtresse de l'ensemble de la Maison européenne. Comme l'a déclaré Zbigniew Brzezinski, "si l'Europe perd l'Ukraine, elle perdra également la Russie et en perdant les deux, elle sera moins sûre".

Discussion

Question posée par Anne de Tinguy: l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN est-elle envisageable à court, à moyen ou à long terme ?

- **Philippe de Suremain** : l'OTAN est un sujet sensible. Le ministre des Affaires étrangères, Boris Tarassiouk, est très actif dans ce domaine. Il fait partie de ceux qui considèrent d'une part que l'accès à l'OTAN est moins complexe que l'accès à l'Union Européenne et d'autre part que l'entrée de l'Ukraine dans l'OTAN faciliterait l'adhésion à l'Union Européenne. On peut débattre d'un tel point de vue, mais ce qui est certain, c'est que l'OTAN a une image négative auprès de la population. Viktor Iouchtchenko est favorable à l'idée d'une adhésion, Viktor Ianoukovitch ne la voit pas comme une nécessité immédiate (il se prononce en faveur

de l'organisation d'un référendum à ce sujet) et Ioulia Timochenko n'en fait pas une obsession.

Question posée par Anne de Tinguy : pourriez-vous aborder la question des investissements étrangers (d'où viennent-ils ?) et celle de la lutte contre la corruption ?

- **Gérard Duchêne** : le montant total des investissements étrangers s'élève à 7,8 milliards de dollars en 2005 contre 1,7 milliards en 2004. Mais contrairement à ce que pensait le "camp orange", les investisseurs étrangers ne se sont pas précipités en Ukraine. Il faut savoir que d'une manière générale, on n'investit pas dans des pays qui sont en période d'élections.

- **Philippe de Suremain** : les investisseurs français ont commencé à s'intéresser à l'Ukraine lorsque Ioulia Timochenko était au gouvernement. Le secteur bancaire intéresse beaucoup de monde...

- **Gérard Duchêne** : ... les télécoms aussi.

En ce qui concerne la lutte contre la corruption, il y a eu quelques tentatives, mais cela n'a pas engendré de changements significatifs. Le ministre des Finances, Viktor Pynzenyk pense qu'il faudrait augmenter les salaires des policiers, des juges, etc. afin d'éviter de telles pratiques. En revanche, un certain nombre d'opérations ont été mises en place afin de lutter contre la fraude et la contrebande (notamment lors des passages à la douane). Il faut rappeler que la corruption est une maladie qui frappe tous les pays en transition. La mise en place d'une politique active visant à lutter contre ce phénomène permettrait au pays d'améliorer ce que l'on appelle le "business climate".

Question posée par Anne de Tinguy : pourriez-vous faire une analyse plus approfondie de l'accord gazier ?

- **Arnaud Dubien** : Les sept accords gaziers signés avec la Russie le 4 janvier 2006 sont catastrophiques non seulement en termes économiques mais aussi en termes politiques et stratégiques. C'est un dossier qui a été très mal géré par l'Ukraine dès mars 2005. A cette époque, l'Ukraine avait demandé à Gazprom de revoir les modalités de transit du gaz russe et notamment d'augmenter le paiement en nature. La Russie a pris l'Ukraine aux mots et a décidé d'aligner le prix du gaz destiné à l'Ukraine sur celui appliqué pour les Européens. Ce rapport de forces n'a pas été favorable pour l'Ukraine et s'est soldé par la crise de décembre 2005.

Les accords de janvier ont, au départ, été perçus avec soulagement. Iouchtchenko a même déclaré qu'ils permettaient d'établir des "relations transparentes et mutuellement avantageuses entre la Russie et l'Ukraine". Mais si l'on regarde les textes de plus près, on se rend compte d'une part que le tarif de 95 dollars / 1000 m³ n'est valable que "pour le premier semestre 2006". D'autre part, le rôle central dévolu à la société opaque, RosUkrEnergo (cf. *Novaya Gazeta*, 19 janvier 2006) est un revers symbolique important pour Viktor Iouchtchenko qui souhaitait rompre avec les pratiques douteuses de l'ère Koutchma.

L'Ukraine s'est privée de son principal atout stratégique en dissociant la question du transit du gaz russe vers l'UE (dont le montant est fixé pour 5 ans dans l'accord) et celle de ses approvisionnements gaziers (dont le tarif n'est fixé que pour 6 mois).

Ces accords sont catastrophiques pour l'Ukraine. Le problème du gaz resurgira certainement après les élections et notamment en juillet 2006. Soulignons aussi qu'il n'est pas du tout sûr que Gazprom soit plus souple avec l'Ukraine en cas d'une victoire de Ianoukovitch aux élections.

- **Gérard Duchêne** : ces accords seront bien sûr renégociés après les élections mais à moyen terme, les tarifs appliqués par la Russie seront les mêmes pour tout le monde, ce

sera le prix mondial. L'Ukraine ne pourra pas suivre avec une telle consommation d'énergie. C'est le seul moyen pour qu'elle comprenne qu'une restructuration de son économie est indispensable...

Question du public : peut-on d'ores et déjà envisager quelle sera la personne qui occupera le poste de Premier Ministre ? La nomination de Porochenko est-elle plausible ?

- **Arnaud Dubien** : La candidature de Porochenko n'est ni crédible ni acceptable pour la Verkhovna Rada. Si le "camp bleu" remporte les élections, ce sera probablement Ianoukovitch. En cas de victoire du "camp orange", ce sera sans doute Ekhanourov. Et s'il est difficile de dégager une majorité, on assistera à la nomination d'un candidat plus neutre : l'actuel ministre de l'Economie, Arsenii Yatseniouk ou alors Vitalii Gaïdouk, le vice-premier ministre chargé de l'Energie. Dans tous les cas, Ekhanourov restera à ce poste au moins pendant encore un mois. Quant à Ioulia Timochenko, personne ne lui fait confiance à Kiev. Elle sera durablement dans l'opposition et se placera dans la course pour l'élection présidentielle de 2009 en tant qu'opposante n°1 à Iouchtchenko.

Question du public : le clivage Est-Ouest s'estompe-t-il ou s'accroît-il ?

- **Philippe de Suremain** : Il n'y a pas de clivage linguistique en Ukraine, tout le monde comprend et accepte la langue de l'autre. La géographie électorale est plus complexe que ne le laissait supposer l'héritage historique. La vraie limite est, à mon avis, sociologique : les intellectuels de Kharkiv ont voté et voteront pour Iouchtchenko. Les menaces sécessionnistes qui ont eu lieu pendant la "révolution orange" ne sont pas réelles. Ianoukovitch n'a pas été soutenu sur ce terrain-là, y compris par Koutchma. Il faut comprendre que même à Lougansk, on ne regrette pas l'empire...

Question du public : Quel a été le rôle des Eglises pendant la "révolution orange" ? La Crimée est-elle un élément important pour l'Ukraine dans ses négociations avec la Russie ?

- **Philippe de Suremain** : la complexité ukrainienne se vérifie aussi par les Eglises. Les rivalités en haut lieu auront, à terme, des conséquences politiques. Pour l'instant, cela ne semble pas déranger les paroissiens. Le Patriarcat de Moscou a mis son grain de sel dans la campagne électorale. Cela a créé un certain malaise mais cela n'a pas eu d'importance décisive.

La Crimée est un cadeau empoisonné dont Khrouchtchev n'avait visiblement pas mesuré l'impact futur. C'est un problème complexe. La région est marquée par des tensions constantes qui malgré tout et contrairement à ce à quoi l'on aurait pu s'attendre, restent contrôlées. Soulignons que les Tatars font preuve d'une remarquable modération. Les Russes ont la nostalgie de cette rivièra, les Ukrainiens y tiennent tout autant. La présence de la flotte russe à Sébastopol est un problème complexe qui suscite bien des inquiétudes du côté russe comme du côté ukrainien. Jusque là, la question de Crimée a été gérée avec une remarquable sagesse. Rappelons que la situation aurait pu, par le passé, dégénérer à maintes reprises. A priori, la situation devrait rester stable.

Question du public : Pourrait-on imaginer un nouveau cadre de coopération entre l'Union Européenne, l'Ukraine et la Russie ? La Russie et l'Union Européenne sont-elles partenaires ou concurrentes en Ukraine ?

- **Philippe de Suremain** : Il est difficile de dire quel sera l'avenir de la grande Europe. Mais, dans tous les cas, cela dépendra de la Russie. Cela renvoie à la question des frontières de l'Europe et de l'Union Européenne. Il ne s'agit pas, à mon avis, d'une limite géographique mais sociologique. La Russie est un partenaire plus important qu'on ne le dit, aussi bien au niveau de l'OTAN que de l'Union Européenne.

La création d'une zone de libre-échange entre l'Ukraine et la Russie serait bénéfique pour les deux pays.

Question du public : Où l'Ukraine en est-elle concernant les arriérés de salaires, notamment pour les enseignants ?

- **Gérard Duchêne** : les arriérés de salaires, que ce soit pour les enseignants mais aussi par exemple pour le personnel hospitalier, ont été pratiqués de manière massive par les divers gouvernements. Cette pratique avait un peu disparu avant l'arrivée au pouvoir de louchtchenko, elle continue à diminuer aujourd'hui, mais il faudrait regarder de plus près s'il reste un important stock d'arriérés.

* * *

Annexe

Résultats des élections législatives du 26 mars 2006

Cinq formations (sur les 45 qui avaient présenté des candidats) ont passé la barre des 3 % :

- Parti des Régions : 32,12 %
- Bloc de Ioulia Timochenko : 22,27 %
- Bloc « Notre Ukraine » : 13,94 %
- Parti socialiste d'Ukraine : 5,67 %
- Parti communiste d'Ukraine : 3,66 %

Source : Commission électorale centrale d'Ukraine